

## Discussion sur le programme de l'IC<sup>1</sup>

28 juin 1922

[L. RUDAS](#) AUX PARTIS COMMUNISTES

Moscou, 4 juillet 1922

Chers camarades,

Conformément à la décision de l'Exécutif élargi<sup>2</sup>, une commission du programme<sup>3</sup> a été institué[e] et elle a tenu sa première séance le 28 du mois précédent. Je me permet[s] de vous envoyer, ci-joint, le protocole de cette session. La commission a décidé d'inviter les sections particulières de l'internationale communiste à prendre position dans les questions débattues et de former elle[s-]même[s], selon la résolution du Comité exécutif élargi, des commissions du programme dans lesquelles seraient examinées les questions dans toute leur complexité et aussi les revendications provisoires et autres, particulières à chaque pays. Nous vous prions donc de vouloir bien former ces commissions du programme, d'y aborder l'examen de toutes ces questions et de nous en envoyer tous les protocoles. Nous vous prions également de réunir tous les documents concernant ces questions et de nous les adresser. Nous entendons par là toutes les résolutions, programmes, articles etc., déjà parus ou sous presse, qui peuvent se rapporter à la question du programme.

Salut fraternel et communiste.

Ladislau Rudas,

Secrétaire de la commission.

## Procès-verbal de la première séance de la Commission du Comité exécutif de l'Internationale communiste pour l'établissement du programme de l'I.C., Moscou

le 28 juin 1922

[Radek](#). Tout programme implique, pour une période déterminée, une certaine stabilisation de la situation. S'il doit s'agir d'un programme exact, d'un système concret de revendications obligatoires, nous ne pouvons pas établir [un] semblable programme pour l'internationale communiste. D'abord, parce que nous n'avons aucune raison de penser que les vingt prochaines années verront l'existence du capitalisme auquel nous adresserions des revendications ; deuxièmement, parce que les conditions dans les divers pays sont trop différentes pour formuler les mêmes exigences en Amérique qu'en Yougoslavie.

Mais, en dehors de cela, nous voyons que dans tous les pays les partis communistes ne sont pas en état de conduire leur travail politique avec les seuls mots d'ordre de la campagne finale : gouvernement des Soviets, dictature du prolétariat, etc. Ils sont obligés non seulement d'opposer à la bourgeoisie des mots d'ordre d'agitation, mais de proposer aux masses qui sont dans le mouvement, comme programme d'action, toute une série de mots d'ordre, qui, non seulement visent des réalisations concrètes, mais sont aussi des moyens de rassembler les masses en vue de la dictature future.

Les partis respectifs entreprennent très spontanément la présentation de ces revendications. Ils n'y apportent aucune méthode d'action de masse. Le Troisième congrès a fait beaucoup à cet égard<sup>4</sup>.

1 Repris des *Archives* de Jules Humbert-Droz, t. 1, 1970, pp. 215-231. (texte intégral)

2 Il fut décidé à la séance du Présidium du Comité exécutif de l'I.C. du 6 juin 1922 (cf. *Bericht über die Tätigkeit*, Moscou, 1922, p. 75) de proposer à l'Exécutif élargi la nomination d'une Commission du programme. Cette commission, formée de 33 membres, comprenait entre autres: [Lénine](#), [Trotsky](#), [Zinoviev](#), [Boukharine](#), [Radek](#) ; [Clara Zetkin](#), [Thalheimer](#), [Ernst Meyer](#) ; [Frossard](#), [Cachin](#), [Souvarine](#), [Paul-Louis Rappoport](#) ; [Bordiga](#), Graziadei ; [Smeral](#), [Kreibich](#) ; [Kuusinen](#) ; [Kun](#), [Rudas](#), [Varga](#) ; Kabakchiev ; [Warski](#) ; [Katayama](#) (cf. *ibid.*, p. 135). - Pour la discussion du programme voir entre autres : Rudas, « La Question du Programme de l'I.C. », [La Correspondance Internationale II](#) (1922), pp. 403 et suiv. ; Thalheimer, « Le Programme Communiste », [B.C.](#) III, pp. 718-720 ; n° 38 de la "*Bibliotek der Kommunistischen Internationale, édité à Hambourg en 1923*", pp. 404-448 ; [B.C.](#) IV (1923), pp. 4 et suiv. ([Treint](#)), 5-14 (Boukharine) ; doc. 68, p. 248 de ce volume (Radek), ainsi que : *Le Programme de l'Internationale communiste. Projets présentés à la discussion du V<sup>e</sup> Congrès mondial*, Paris 1924.

3 Dans le texte original toujours : commission de programme.

4 Le [3<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.](#) (22.6.-12.7.1921) avait proclamé le mot d'ordre « Aux masses » et la tactique du front unique. Sur le sens de cette tactique voir par exemple C. Kabaktschieff, *Die Entstehung und Entwicklung der*

Cependant, un grand désordre subsiste encore. Je vais vous en donner quelques exemples.

Quand la question s'éleva en Allemagne, en Saxe, en Thuringe, de gouvernement ouvrier<sup>5</sup>, un argument unique circula dans la presse du parti, à savoir que les communistes ne pouvaient participer qu'à un gouvernement soviétique. Cela signifie un manque total de préparation de la méthode au moyen de laquelle nous pourrions mobiliser les masses.

En Angleterre, pendant la grève des mineurs<sup>6</sup>, la question de la nationalisation des mines était un des objectifs de la lutte. La lecture de la presse communiste permettait de constater une incertitude absolue chez les communistes sur la question de savoir si la nationalisation des mines devait ou non être revendiquée.

Partant de cette considération, je dis que le premier devoir de la commission des programmes n'est pas de fournir un programme à l'Internationale communiste, mais de préparer des thèses sur la méthode de construction de notre action de revendications dans chaque pays, et de les exprimer d'une façon concrète, en rapport avec la situation internationale, ainsi qu'il est préconisé dans les résolutions du Troisième congrès<sup>7</sup>. Il faut donc tenir compte de la façon la plus concrète de la situation dans chaque pays. Il apparaîtra ainsi clairement que, pour un groupe de pays, les mêmes questions, et en premier lieu la question du gouvernement ouvrier, sont politiquement venues à l'ordre du jour et peuvent être envisagées par nous dans le cadre de la résolution de tactique générale.

Je récapitule : Il ne s'agit pas d'un programme minimum de l'Internationale communiste. Un semblable programme ne serait historiquement possible que lorsque nous serions persuadés que nous entrons dans une période de longue stabilisation du capitalisme. Il s'agit de l'établissement d'un programme de revendications transitoires servant de levier à l'action qui conduira à la conquête de la dictature.

Pour l'établissement de ces revendications, nous devons d'abord nous entendre clairement sur la question de principe, celle que je nomme la méthode de construction du programme, et ensuite, par l'examen de la situation dans les pays respectifs, dégager ces revendications provisoires.

[Boukharine](#). Camarades, je pense que le pan de notre camarade Radek n'est pas tout à fait juste. Des questions comme celle du gouvernement ouvrier ne sont nullement des questions de programme, ce sont des questions qui ressortissent de la tactique.

Je crois qu'il ne faut pas mêler des sujets de ce genre avec la question du programme; ce sont des sujets qui peuvent n'avoir de valeur que pour un temps très court; les traiter comme des questions de programme, c'est, à mon avis, faire une erreur.

Il existe trois sortes de questions qui peuvent entrer dans la discussion du programme<sup>8</sup>, et qui, à mon avis, intéressent tous les partis communistes : Premièrement, le traitement théorique de l'ordre capitaliste dans le domaine économique, la caractérisation du capitalisme, la faillite du capitalisme,

---

*Komintern*, Hambourg-Berlin 1929, p. 99.

- 5 Les pays de Saxe et de Thuringe eurent à leur tête depuis décembre 1920 et resp. octobre 1921 des gouvernements de coalition du Parti social-démocrate allemand et du Parti social-démocrate indépendant allemand. Les socialistes avec les communistes détenaient la majorité aux Landtags de ces pays. — Le mot « gouvernement ouvrier », c'est-à-dire gouvernement des partis ouvriers, fut un grand mot dans la période de la tactique du front unique 1921-23. Comparer, par exemple, K.H. Tjaden, *Struktur und Funktion des "KPD-Opposition" (KPO) - Eine organisationssoziologische Untersuchung zur "Recht"-Opposition im deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimaren Republik*. Meisenheim /Glan 1964. (Marburger Abhandlungen zur Politischen Wissenschaft, Band 4.), I, pp. 20-31, note 7 de ce doc., et les discussions au [IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.](#) (1922).
- 6 Pour la troisième fois depuis la fin de la première guerre mondiale une grande grève des mineurs britanniques éclata en avril-juin 1921 (les deux premières en mars et en octobre 1919).
- 7 Voir [Thèses et Résolutions adoptées au Troisième Congrès de l'Internationale communiste](#), Moscou(-Bruxelles) 1921.
- 8 Dans son discours à la séance du 16.11.1922 au IV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I.C., Boukharine avait indiqué quatre sortes de questions dans la partie théorique du programme : « D'abord une analyse générale du capitalisme, ce qui sera surtout utile pour les peuples coloniaux; ensuite l'analyse de l'impérialisme et de la désagrégation du capitalisme et enfin, l'analyse de l'époque de la révolution socialiste. La deuxième partie du programme comportera une esquisse de la société communiste. J'estime qu'il faut faire un tableau de la société communiste et le faire figurer au programme, parce qu'il est nécessaire, à mon avis, de dire ce que signifie, à proprement parler, le « communisme » et quelle est la différence qui existe entre les diverses phases transitoires. La troisième partie doit traiter du renversement de la bourgeoisie et de la lutte du prolétariat pour le pouvoir. La quatrième partie doit être consacrée aux questions générales de la stratégie, mais pas à des questions comme celle du gouvernement ouvrier, non à des questions fondamentales, comme par exemple, l'attitude à prendre à l'égard de la social-démocratie et des syndicats. Car ces questions-là ne sont pas d'une nature passagère, elles peuvent, en qualité de questions tactiques et stratégiques, figurer au programme à titre permanent » (*Bulletin Communiste*. IV, p. 13). Cf. aussi le [projet de programme de l'I.C. de Boukharine](#) dans : *Le programme de l'Internationale Communiste. Projets présentés à la discussion du V<sup>e</sup> congrès mondial*, Paris, 1924; (Bibliothèque Communiste), pp. 33-55.

l'impérialisme, etc. Deuxièmement, le programme maximum du communisme. Troisièmement, les revendications essentielles de la période de dictature politique et peut-être aussi une quatrième catégorie de questions serait-elle constitué[e] par celles ayant trait au rôle spécifique du parti communiste et à ses rapports en tant que parti du prolétariat vis-à-vis des autres partis.

Ces questions doivent être incluses dans tous les programmes, car elles sont communes à tous les partis. Elles valent aussi bien pour l'Amérique et la Yougoslavie que pour le Japon. Des exemples concrets: En ce qui concerne la caractérisation du capitalisme, c'était une chose théorique qui autrefois était contenue dans tous les programmes de la social-démocratie et à laquelle naturellement maintenant des modifications doivent être apportées. En ce qui concerne le programme maximum, nous devons le présenter d'une façon plus détaillée qu'auparavant. En ce qui concerne la question de la dictature, du système soviétique et des nécessités de la période transitoire comme par exemple la nationalisation du sol, des banques, etc., le désarmement de la bourgeoisie, nos rapports avec les colonies, etc. Ce sont là des questions d'un intérêt commun à tous les partis communistes et de véritables questions de programme. Ensuite, le parti communiste et ses rapports avec les autres organisations ouvrières. A mon sens, ce sont des questions qui sont très approfondies théoriquement et qui doivent [être] traitées dans chaque programme de parti. Je crois qu'il serait très utile que le texte du programme concernant ces questions soit similaire pour chaque parti affilié à l'internationale communiste. A toutes ces questions, nous devons une réponse commune à tous les partis communistes.

Chaque programme doit, après cette partie générale, comporter une partie nationale exposant les nécessités correspondant à chaque pays. Parmi elles, on doit trouver un grand nombre de revendications communes, comme celles dont Radek a parlé et celles nommées par Radek [qui] ne doivent surtout pas être comprises dans le programme.

[Sméral](#). Je crois que dans cette discussion chacun de nous doit apporter moins ce qu'il a de théorique dans l'esprit que les pensées qui lui ont été suggérées par la pratique du travail dans son milieu. Si donc, à ce sujet, je m'exprime mal, je vous prie de ne voir dans mes paroles qu'un essai d'exposé de ce que nous avons pour notre part éprouvé dans la pratique.

La discussion entre Radek et Boukharine nous conduit à nous demander : « Qu'entendons-nous par programme ? ». Boukharine a raison, la première partie représente nos revendications finales; elles doivent être formulées dans le programme. Il n'y a, à cet égard, aucun doute possible entre nous. Elles ont été l'objet de nos thèses aux congrès précédents, et nous n'avons maintenant qu'à en extraire l'essence. La question, maintenant, est de savoir si, comme Boukharine le prétend, les autres points évoqués par Radek ne doivent pas être intégrés dans le programme. Je dois le dire ici : nous étant imposé le devoir de décider du programme au prochain congrès, nous serons obligés par la nécessité de présenter des thèses concrètes et de prononcer des paroles énonçant clairement le programme ou plutôt le plan de notre action future. Nous sommes dans une période transitoire qui peut durer plus ou moins longtemps.

Je crois que le plan d'action, le plan stratégique pour cette période transitoire, doit aussi être présenté et formulé au prochain congrès. Or, quelles sont les questions à examiner ? Elles sont de deux sortes. D'abord, il s'agit de délimiter exactement quelles sont les revendications minima. Jusqu'à présent, nous nous sommes surtout appliqués à l'étude des questions de tactique se rapportant directement à la vie sociale et économique, aux luttes intéressant l'ensemble des travailleurs : journée de huit heures, droits des ouvriers dans les fabriques, dans la production, et, sur le plan politique, uniquement aux questions comme celles des impôts, touchant directement la vie économique des ouvriers.

Je pose donc la question que nous avons à résoudre : Est-il possible aux partis politiques de vouer également une attention concrète aux questions concrètes qui sont d'un ordre politique général? Ainsi par exemple les questions ayant trait à l'offensive de la réaction dans le domaine politique, ou les questions nationales concrètes.

Ce que je veux dire ensuite se rapporte à ce que le camarade [Zinoviev](#) a qualifié de faisceau.<sup>9</sup>

---

9 Dans son discours à la première séance du Plenum du Comité exécutif de l'I.C. le 7 juin 1922, Zinoviev avait entre autres déclaré : « Ist es nicht notwendig, zwischen der grauen Prosa der kleinen Teilforderungen und der Poesie der Diktatur des Proletariats ein Bindeglied zu schieben ? Genosse Smeral hat mich auf die Notwendigkeit eines solchen Bindegliedes aufmerksam gemacht und wir glauben, daß es dieses Bindeglied geben muß. ... Die Parole der Arbeiterregierung ist ein solches Bindeglied ... Wir haben in Ländern wie Italien, Tschechoslowakei, Deutschland ... eine Situation, wo die Macht der Arbeiterschaft verhältnismäßig so groß ist, daß man Forderungen wie die politische Forderung einer Arbeiterregierung aufzustellen wagen darf und muß » (« N'est-il pas nécessaire de placer un chaînon entre la grise prose des petites revendications partielles et la poésie de la dictature du prolétariat ? Le camarade Smeral m'a fait remarquer la nécessité d'un tel chaînon et nous pensons qu'il doit exister un chaînon de ce type. .... Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est un chaînon de ce type. ... Dans des pays comme l'Italie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne... nous avons une situation où la puissance ouvrière est si grande en termes relatifs que l'on peut et que l'on doit poser des revendications telle que la revendication politique d'un gouvernement ouvrier » (*Bericht über die Tätigkeit*, op. cit., p. 81). Cf. aussi Thalheimer, « Qu'est-ce qu'un Gouvernement

Les masses sont sur le point de perdre leurs illusions démocratiques. Et cependant, elles ne se joignent pas à nous. Pourquoi ? Parce qu'elles ne sont pas encore mûres pour la dictature, pour la guerre contre la bourgeoisie. Ce qui y contribue beaucoup, c'est qu'elles ne savent pas encore bien en quoi consiste la dictature, ni ce qu'il adviendra au point de vue constructif, après la prise du pouvoir.

Je considère donc comme absolument nécessaire que ceci soit formulé : les mots d'ordre<sup>10</sup> qui fournissent à ce sujet des données politiques jouent le plus grand rôle. Elles suscitent la notion du gouvernement ouvrier. Nous savons qu'un gouvernement ouvrier n'est pas apte à établir la dictature. Mais la question se pose maintenant de savoir si le développement du gouvernement ouvrier doit être considéré seulement comme une méthode de lutte ou s'il peut, dans quelques pays, occuper une complète période pouvant être dotée d'un programme.

J'attire votre attention sur ceci, c'est qu'il peut survenir que, dans le développement de la révolution mondiale, un petit pays, comme par exemple la Tchécoslovaquie, soit intérieurement prêt pour la dictature, et que sa position géographique la lui interdise sous peine de gêner le mouvement ouvrier si les pays voisins ne sont pas prêts. Dans quelles conditions ce pays doit-il attendre deux, trois, cinq ans ? - Ici, je le crois, s'offre une forme de gouvernement ouvrier qui, tout en devant compter avec des alentours démocratiques, est tout de même en mesure d'organiser une justice ouvrière pour consolider son pouvoir et qui, moins grand que la Russie, peut immédiatement prendre l'offensive révolutionnaire. *Je suis d'avis que nous établissions un programme concret en vue de l'établissement de ce gouvernement ouvrier.*

*Je pense que nous ne devons pas seulement, comme le dit Boukharine, formuler (il est très facile de formuler) mais que nous devons d'abord préciser la tactique du front unique en disant en principe si nous entendons limiter notre action pratique aux questions économiques immédiates ou si nous entendons aussi l'étendre au plan politique.*

*Deuxièmement* : Considérons-nous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier comme une manœuvre, comme un moyen d'action, ou comptons-nous aussi avec sa durée possible dans la situation spéciale d'un pays donné ?

*Troisièmement* : Ce serait déjà beaucoup faciliter la tâche que de pouvoir incorporer à notre programme les résultats de l'expérience positive et psychologique acquise par nos camarades russes depuis la Révolution d'octobre, dans la période de construction et dans celle de la défense de l'Etat. A mon avis, le communisme attirerait infiniment plus les masses si nous pouvions, en Europe centrale, faire connaître cette expérience. Jusqu'à présent, les ouvriers n'ont vu que le côté militaire de notre lutte ; la partie créatrice ne leur est pas connue. Bien des prolétaires se tiennent éloignés de nos rangs, qui y viendraient s'ils connaissaient ces résultats.

Clara Zetkin. Camarades. Je partage l'avis de Radek qu'il est extrêmement difficile d'établir un programme unique, en ce sens que les conditions respectives des pays se transforment avec une trop grande rapidité.

Il va sans dire que nous devons fournir une base d'action pratique. Mais le danger de l'établissement d'un tel programme consiste précisément en ce que, lancés dans notre action du front unique, une confusion peut se produire dans l'esprit des masses entre le programme réformiste du vieux parti social-démocrate et notre action de revendications. Je comprends la différence de la façon suivante: Les revendications peuvent souvent être les mêmes, et cependant être posées d'une façon tout à fait différente que par les vieux partis. Leur action et leur programme minimum se réduisent uniquement à l'amélioration de la société bourgeoise, tandis que notre programme d'action est constitué en vue de mobiliser la masse, de la conduire et de la<sup>11</sup> discipliner dans la lutte.

Les mots d'ordre sur lesquels rassembler les masses et les conduire au front unique se rapportent indubitablement aux besoins quotidiens du prolétariat. Non point seulement sur le terrain économique, sur le terrain politique, mais sur tous les terrains de la vie sociale.

Tous les mots d'ordre que nous avons ainsi donnés prennent une certaine orientation dans une direction déterminée. Tout ce que nous demandons économiquement et spécialement doit être demandé dans le sens de l'abolition du capital privé et tout ce que nous exigeons politiquement doit être formulé en vue d'ôter à la bourgeoisie le pouvoir politique et la possibilité d'exploiter le prolétariat.

Je crois que, dans la mesure du possible, notre programme de revendications communes doit être assez élastique pour que les revendications particulières que l'actualité fait surgir dans les pays où la situation historique se modifie, puissent y être insérées. Le fond doit être toujours le même, mais les mesures de tactique et la forme imposée peuvent varier selon les pays. Et il faudra que notre programme

---

Ouvrier ? », B.C. III, pp. 514-517.

10 Dans le texte original : paroles.

11 Dans l'original : les.

laisse aux pays respectifs une liberté de mouvements suffisante pour qu'ils puissent faire face aux nécessités ultérieures. Je n'affirme pas que nous ayons encore vingt ans à attendre, mais pas davantage, que la révolution se fera demain. C'est pourquoi nous devons laisser une grande élasticité à notre programme.

Zinoviev. Je dois, camarades, vous dire ceci: Je doute beaucoup que nous puissions arriver à établir un programme de l'internationale communiste.<sup>12</sup> Ce qu'il nous faut avant tout, ce sont les programmes de nos sections importantes. (Clara Zetkin : Des programmes d'action !) - Non, des programmes complets des partis. Prenons nos partis les plus importants, le parti allemand par exemple. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un programme pour le Parti allemand.<sup>13</sup> Est-ce que cela doit, au premier chef, être un programme fondé théoriquement et indiquant nos directives, accommodées à la situation en Allemagne ? Il en [est] de même pour les autres sections. Évidemment, les programmes japonais et américains divergeront en quelques points, ainsi par exemple la question, pour le Japon, est la revendication du suffrage universel. Une grosse agitation existe au Japon, autour de cette question du suffrage universel. Je ne vois pas pourquoi nous ne l'introduirions pas dans le programme du Parti communiste japonais. Dans d'autres pays, où le parti communiste n'est pas encore formé, des revendications de cet ordre peuvent surgir.

Pourquoi avons-nous mis la question du programme à l'ordre du jour ? Les partis peuvent se développer de deux façons : soit à l'aide d'un programme et ensuite constitution du parti, ou dans le sens contraire. Nous avons adopté l'ordre suivant: d'abord le parti, puis le programme. Il eût été facile, il y a deux ans, d'établir théoriquement un programme pour le Japon et les autres pays. Nous avons voulu avoir d'abord un mouvement, puis rassembler des expériences concrètes et en venir ensuite au programme. Maintenant, le moment est venu, nous avons les partis. Il s'agit de résumer les expériences et d'établir un programme.

Prenons par exemple la Tchécoslovaquie. Le problème géographique, que Sméral a invoqué, doit y être pris en considération. Matériellement, Sméral n'a pas raison lorsqu'il dit que la situation d'un pays objectivement mûr pour la dictature peut se produire alors que les pays voisins restent arriérés et que la géographie politique oblige ce pays à remettre de quelques années l'établissement de la dictature et à se contenter d'un gouvernement ouvrier parce que le pays n'est pas aussi grand que la Russie et ne peut mener une guerre offensive. Mais la Russie non plus n'en a pas mené jusqu'à présent. Ce que nous avons subi, historiquement parlant, c'est une guerre défensive. Il est extrêmement dangereux de s'imaginer que les pays avoisinants doivent être mûrs. Les pays avoisinants diront à leur tour : nos voisins doivent être prêts. Une telle conception est absolument erronée, il faut qu'un point de cristallisation se produise quelque part. C'est là précisément que réside l'importance historique de la Révolution russe. Les camarades bulgares émettent aussi parfois le point de vue de Sméral. Mais en ce qui concerne les Balkans, il est difficile d'admettre que la Roumanie marcherait contre la Bulgarie si un gouvernement ouvrier se tenait en Bulgarie. Il ne faut pas oublier que la Russie est là. On y regarderait à deux fois. Évidemment, des aventures peuvent se produire, mais il est impossible de faire la révolution sans assumer ces risques.

La seconde perspective qui apparaît est encore plus dangereuse pour l'idée de la révolution mondiale parce qu'elle ne laisse place à aucun quiétisme. Le gouvernement ouvrier ne peut nous être d'aucune aide, il peut seulement désagréger le parti. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est un mot d'ordre en soi. Que signifie gouvernement ouvrier ? - Cela signifie : « Communistes plus social-démocrates voulant créer ensemble un gouvernement parce que les forces réactionnaires les environnent. » Et que signifie, dans la durée, une telle alliance ? — Cela signifie que nous attachons la bourgeoisie à notre licol et qu'avec le temps celle-ci nous démoralise. Le gouvernement ouvrier est un levier destiné à détourner, dans un pays, et dans une situation donnée, les forces à notre profit. Mais il n'est aucunement un moyen de vaincre la bourgeoisie, c'est, au contraire, par ce moyen, introduire l'ennemi chez soi. Je ne crois pas que la social-démocratie nous aide jamais à instaurer le communisme. Au contraire.

Naturellement, nous devons envisager ces questions de la façon la plus concrète pour chaque pays. Je crois que 99 % de notre travail consiste, en ce qui concerne le Quatrième congrès, à examiner et à prévoir les programmes des sections, selon leurs situations respectives. Nous sommes informées de tout ce qui est important pour la révolution européenne et mondiale. Nous n'avons donc qu'à résumer la situation et ne pas donner seulement un programme d'action, mais aussi donner théoriquement au parti la possibilité d'étendre dans le monde sa conception tout entière.

Que pouvons-nous faire au point de vue international ? Nous avons de nombreux documents des

---

12 Le [programme de l'I.C.](#) ne fut accepté qu'au VI<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. (1928).

13 Le P.C. allemand présenta en octobre 1922 un projet de programme, élaboré principalement par A. Thalheimer, qui fut accepté à la séance du C.D. (Zentrale) des 15-16.10.1922 par 24 voix contre 23, mais n'entra jamais en vigueur. Son texte a été publié dans [Die Rote Fahne](#) des 7-8.10.1922 (nos. 445-447), en français dans : *Le programme de l'I.C.*, op. cit., pp. 57-105.

Premier, Deuxième et Troisième congrès. Ce que nous devons faire d'abord, c'est de les rassembler et de résumer ce qu'il en reste de durable.

De nombreux camarades, envisageant le stade actuel de la révolution mondiale, disent fréquemment : « Oui, la révolution mondiale, on ne sait pas si elle se fera ou non ! » Nous avons maintenant trois, quatre années de développement dans l'internationale communiste. Qu'ont-elles prouvé ? — Que signifient tous ces événements successifs auxquels nous sommes désormais habitués, comme par exemple les événements actuels d'Allemagne, ceux d'Irlande ?<sup>14</sup> Il fut un temps où l'on discutait pendant des années d'une petite grève en Belgique, la première grève pour le suffrage universel.<sup>15</sup> C'est qu'on n'était pas alors entré dans la révolution mondiale ; aujourd'hui des faits surgissent, qui sont mille fois plus importants, et ils surgissent tous les jours. Mais nous y sommes habitués et nous disons : Il faut que cela aille encore plus vite.

Nous devons établir dans le programme que nous sommes en pleine révolution mondiale.

*Deuxièmement.* La Russie des Soviets, en tant que système de gouvernement, à cette phase de la révolution mondiale; l'étape spéciale par laquelle elle passe en ce moment; la lutte de la Russie soviétique en général. On en parle d'une façon épisodique, on sent instinctivement qu'elle est le premier capital de la révolution mondiale, mais aucune description systématique n'en existe jusqu'à présent.

*Ensuite, nous devons caractériser les pays par groupements.* Il faut que le territoire de l'internationale communiste, c'est-à-dire le monde, soit grossièrement divisé en trois ou quatre groupes de pays: agricoles, industriels, coloniaux, qui nous permettent de fixer notre point de vue d'une façon générale, de prendre, par exemple, la question coloniale et d'envisager la révolution coloniale en soi, à travers les conditions imposées par l'impérialisme britannique, conditions que Lénine a appelées un jour : « la révolution par en haut ».<sup>16</sup>

Je crois qu'il est également nécessaire d'établir notre programme comme une représentation du monde, parce que nous sommes matérialistes, que l'internationale communiste est fondée sur le matérialisme historique et que nos conceptions (sur la religion, etc.) proviennent de là. Nous devons énormément insister sur le travail de nos sections; celles-ci doivent fournir à notre examen la base la plus solide en nous indiquant exactement le rapport des forces dans leur pays.

*Rudas.* Nous devons établir, d'une façon générale, la partie du programme dans laquelle la différence entre la période actuelle et celle écoulée sera caractérisée. Ensuite, la partie qui concerne les différents plans d'action. La plupart des questions à l'ordre du jour se rattachent aux principes qui doivent être actuellement en vigueur ; le front unique, le gouvernement ouvrier, par exemple, sont commandés par le développement d'une modification des rapports de la situation. Nous devons le signaler et dire en outre aux ouvriers : ces points particuliers émanent des nécessités de votre vie quotidienne elle-même, mais vous ne devez pas perdre de vue qu'ils ne doivent pas vous éloigner de la lutte véritable, comme les social-démocrates, qu'au contraire ils doivent vous rendre plus aptes à bien mener la lutte finale actuelle et indispensable.

Pour la troisième partie, qui a trait aux revendications concrètes et particulières, nous devons faire des propositions aux partis. Leur ayant fourni le fond, les partis n'auront plus qu'à l'adapter à la situation de leurs pays et à formuler leurs revendications particulières d'après cette base d'indication.

*Boukharine.* En général, je confirme ce que j'ai dit dans ma première intervention. Je pense que chaque programme doit être divisé en trois parties:

1. La partie comportant les quatre catégories de questions dont j'ai parlé.
2. Celle qui comporte des questions spécifiquement nationales d'un ordre général.
3. Celle contenant les mots d'ordre de l'action immédiate, qui ne constituent en réalité aucun programme, et qu'on peut interchanger selon la situation.

Je m'appuie sur ceci : toutes les questions soulevées par Zinoviev ne sont nullement en contradiction avec ce que j'ai dit. La classification par groupes des pays, par exemple, signifie théoriquement la représentation concrète de la faillite du capitalisme mondial. Zinoviev ne propose pas que des

14 [Walter Rathenau](#), ministre des affaires étrangères d'Allemagne, fut assassiné le 24.6.1922 (cf. Radek dans *La Correspondance Internationale* II, pp. 387 et suiv.). Le même jour fut décrétée l'ordonnance du président du Reich pour la protection de la République. — L'Irlande, qui avait reçu le statut de Dominion le 6.12.1921 fut le théâtre de conflits armés entre les partisans des chefs modérés Griffith, Collins et Cosgrave et les nationalistes extrémistes sous la direction de De Valera.

15 Mi-avril 1902.

16 Voir entre autres : Lenin, « Über eine Karikatur des Marxismus » (« Sur une caricature de marxisme ») (août-octobre 1916), *Werke*, t. 23, Berlin 1957, pp. 18-71 ; *ibid.*, t. 22, Berlin 1960, pp. 152-154, avec son interprétation des « trois types principaux des pays » de 1916 ; *ibid.*, t. 21, Berlin 1960, pp. 206 et suiv.

programmes séparés soient élaborés pour ces différents groupes, mais que la caractérisation de ces groupes soit intégrée dans chaque programme. Quant aux points parcourus par l'internationale dans le cours de l'année, on peut parfaitement incorporer tout cela dans cette partie générale du programme. Ce n'est pas difficile à faire, ce sont des questions absolument appropriées, théoriquement.

En ce qui concerne la seconde partie, nous touchons là, je crois, le point difficile du travail. Car dans certains pays, l'important se trouve être par exemple la question agraire, dans d'autres, la question nationale, dans d'autres, ainsi que Zinoviev l'a fort justement remarqué, ce sont les revendications démocratiques comme au Japon par exemple ; dans les colonies, l'essentiel réside dans des revendications spécifiquement coloniales, telles que la lutte contre le capitalisme étranger.

C'est dans la seconde partie du programme que doivent être placées les questions purement nationales.

La troisième partie, je le répète, ne doit pas consister en un programme particulier, ce doit être une plate-forme d'action. La camarade Zetkin a très justement remarqué que nos revendications doivent être élastiques, mais c'est précisément parce que la plus grande élasticité est nécessaire que nous ne devons pas insérer ces revendications élastiques dans le programme, car un programme est le contraire d'une chose élastique. Tout ce qui est trop élastique doit être confiné sur la plateforme d'action, mais il ne peut être question de l'incorporer dans un programme. Tout ce qui est spécifié dans le programme doit être obligatoire. C'est pourquoi, à mon avis, des mots d'ordre qui ne sont pas absolument nécessaires, comme le gouvernement ouvrier, le front unique, etc., et qui ressortissent de la tactique, doivent être compris dans la plate-forme d'action.

Voyons maintenant le travail lui-même. Ce dont notre camarade Zinoviev a parlé: l'attitude de nos partis frères vis-à-vis de la situation générale de leurs pays appartient à mon sens à la deuxième partie du programme tel que je le conçois, les revendications spécifiquement nationales. On peut très bien préparer la première partie; la seconde partie est en majeure partie l'affaire des sections nationales.

La question se pose ensuite de savoir si la première partie doit être la même pour tous les pays. Je crois que le profit politique et tactique d'une partie des textes est évident, c'est pourquoi je pense que cette première partie doit être la même pour chaque pays.

Nous aurons alors une bonne charpente du programme communiste:

La première partie semblable pour tous.

Les revendications spécifiques évidentes. — Le programme concernant la question fiscale et quelques autres peuvent être placés ici, selon la situation du pays.

Ensuite, la plate-forme d'action, d'essence tactique, et qui varie aussi selon les pays.

*Radek.* La conception de Boukharine est pleine de contradictions. Il dit que la question du programme est uniquement celle de la transformation du capitalisme en communisme, par la dictature du prolétariat, et que les questions provenant maintenant de la situation actuelle - gouvernement ouvrier - question des impôts, organisation de l'industrie - ressortissent de la plate-forme d'action. Là-dessus, il conclut et traite la nationalisation des banques comme le fond même de la question du programme. Ceci est très contradictoire. La question du gouvernement ouvrier est pour lui une question de tactique. Et cela repose sur une raison politique. Il se dit, qu'on peut, dans chaque cas, exiger la nationalisation mais point le gouvernement ouvrier par contre.

Zinoviev soulève les difficultés en disant que chaque pays doit fournir un programme, même dans les questions générales. Or, nous sommes précisément réunis ici parce que chaque pays se trouve en face de grosses difficultés théoriques dans les questions générales, difficultés que nous devons résoudre.

Naturellement le programme ne doit pas consister en une simple indication pratique de notre part. Il [doit] d'abord dessiner la voie à suivre. Nous devons résumer ce que nous avons déjà dit dix fois. Nous avons une partie générale. Elle doit avoir pour sujet: du capitalisme au communisme. Il s'agit ensuite de démontrer, ainsi que Zinoviev l'a dit, que dans cette époque de la révolution sociale, malgré tous les obstacles et les lenteurs de son développement, celle-ci, malgré tout, se développe toujours.

Montrer ensuite, que, dans l'ensemble, c'est le chemin même qui mène du capitalisme au communisme qui, à l'époque actuelle, serpente ainsi.

Ensuite la troisième partie. Ce que nous avons à faire actuellement; c'est ici que se présentent les revendications transitoires. Ici qu'on doit traiter la question de nos rapports avec le problème essentiel de la vie économique, capitalisme d'Etat, etc. - Mais que ferons-nous des revendications politiques ? - Boukharine dit : désarmement de la bourgeoisie. La question de l'armement comme revendication transitoire est une question politique d'ordre général.

Zinoviev a dit avec raison qu'il trouvait que la question du gouvernement ouvrier était un élément

nouveau qui s'est présenté d'une façon empirique et qui pourrait cependant être de quelques importance. Il dit que c'est le trait d'union entre la dictature et la situation actuelle, que c'est un chemin pour en sortir, de sorte que si nous en venons au gouvernement ouvrier, celui-ci travaillera à la dictature du prolétariat.

Il a dit en second lieu que c'était un pseudonyme de la dictature du prolétariat. Il a à la fois raison et tort. Il y a bien des pays où l'on ne passera pas par le gouvernement ouvrier. Dans d'autres pays, il ne doit pas être institué. Les élections viennent, les partis ouvriers ont la majorité, ils se décident à élire un gouvernement ouvrier par les moyens parlementaires. Ceci est très possible en Allemagne ou en Tchécoslovaquie.

La question est maintenant de savoir si, dans l'ordre politique, en corrélation avec nos revendications économiques transitoires, nous voulons ou non jeter ce pont. Naturellement, nous n'avons pas besoin d'avouer que cela doit être obligatoire dans chaque pays et qu'on ne peut en venir à la dictature qu'au moyen de compromis. Le tout est de savoir ce que nous voyons dans ce mot d'ordre, un mot d'ordre politique de transition, ou un abîme entre la démocratie et la période de dictature. Ces questions générales doivent faire l'objet d'un programme commun, exposant la méthode même des revendications provisoires; on peut ensuite approprier une tactique à chaque pays, d'après la situation concrète.

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'une première partie générale, sur la nécessité d'un exposé du développement de la situation concrète, selon la proposition de Zinoviev, sur la nécessité de caractériser nos revendications transitoires dans le domaine économique; le point qui nous divise est celui-ci : dans cette troisième partie méthodique, insérerons-nous une caractéristique politique générale, dans laquelle nous diviserons naturellement les pays par groupes. Viennent ensuite les revendications concrètes particulières à chaque pays et qui doivent être préparées par chaque pays.

[Marchlevsky](#). Camarades, deux points de vue sont en présence. Si j'ai bien compris le camarade Zinoviev, il arrive que cette partie générale du programme est peut-être fragile parce que nous ne sommes pas en position de l'établir pour les pays similaires. Je crois que c'est faux. Je pense, comme la camarade Zetkin, qu'il est de notre devoir de tracer maintenant la ligne de démarcation entre la phase du développement que la social-démocratie a caractérisée et qui s'est terminée avec la guerre, et la phase de la République des soviets de Russie.

Plus on vieillit, plus on écoute la jeunesse. Or, on a toujours l'impression que notre jeunesse s'appuie encore sur l'étude de la littérature produite par la social-démocratie et qui porte presque constamment l'estampille réformiste. Pour lutter contre cet état de choses, il est, je crois, indispensable de fixer, en manière de préface au programme des partis, une caractérisation violente de la période nettement révolutionnaire que nous traversons.

Il est pour moi tout à fait évident que les programmes des différents partis doivent être différents. Je ne suis pas encore sûr que des indications de méthode puissent y être données concernant les questions de tactique particulières; on ne pourrait le dire à bon escient qu'en voyant un projet schématique. Mais il est tout à fait sûr qu'une introduction théorique, qui serait en quelque sorte une préface aux programmes des partis respectifs, servirait grandement.

(H.-D. 0359. Copie dactylographiée)